

Unité départementale de l'Eure  
2, rue Saint Sever  
Cité administrative  
BP 86002 – Cedex  
76032 Rouen

Rouen, le 13/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **KOLENO et FILS**

1 rue Saint Adrien  
27150 SAUSSAY LA CAMPAGNE

Références : [référence à compléter](#)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2022 dans l'établissement KOLENO et FILS implanté 1 rue Saint Adrien 27150 SAUSSAY LA CAMPAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Recolement arrêté préfectoral n°DELE-BERPE-1782 du 31/12/2019 portant renouvellement d'agrément n° PR 27 00013 D du centre de Véhicules Hors d'Usage notamment l'article 3 / "Les activités de la société KOLENO ET FILS sont également soumises au respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° D3/B4/06/155 en date du 13 juin 2006"

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KOLENO et FILS
- 1 rue Saint Adrien 27150 SAUSSAY LA CAMPAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005802259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Installations de récupération, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU).

Les activités réalisées par la société sur ce site sont :

- dépollution des véhicules hors d'usage récupérés,
- dépannages, remorquages de véhicules,
- collecte, transit et tri de déchets métalliques,
- démolition industrielle,

- mise à disposition de bennes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [à compléter](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

/

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 4.2.2	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 8.2.1.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Renouvellement agrément	Arrêté Préfectoral du 31/12/2019, article 4	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 1.2.3.	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 2.1.2	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 17/06/2006, article 4.3.10.	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 18/06/2006, article 5.1.3	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.6.3	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 7.6.8	/	Sans objet
Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 8.6	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Une zone en béton dédiée aux activités de stockage (< 800 m<sup>2</sup>), de manutention, de tri et de circulation est fortement dégradée, (présence de trous, fissures fractures...) n'est plus imperméable et ne permet plus de récupérer toutes les eaux pluviales polluées ou tout écoulement accidentel.

Absence de mise à jour duplan des réseaux

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Renouvellement agrément

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2019, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> La société KOLENO ET FILS est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.
<b>Constats :</b> Présence d'un d'affichage visible à l'entrée de l' installation, son numéro d'agrément.
<b>Observations :</b> suppression de la limite de validité de six ans de l'agrément par l'article 4 de Arrêté du 14 avril 2020 modifiant l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 1.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- un bâtiment servant au stockage des métaux « précieux »</li><li>- une zone de stockage de bouteilles de gaz</li><li>- des zones de stockages extérieurs pour les carcasses de véhicules hors d'usage dépollués, métaux et ferrailles</li><li>- une zone de stockage de batteries en bennes.</li><li>— Des zones de stockage de papier et cartons usagés</li><li>- Des zones de stockage de véhicules hors d'usage dépollués</li><li>— Une zone de stockage de pneumatiques des véhicules hors d'usage entiers</li></ul> Les matériaux et les quantités associées sont autorisées sur le site dans les limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>— ferrailles : 2000 tonnes</li><li>- métaux : 500 tonnes</li><li>— batteries : 25 tonnes</li><li>- papiers / cartons : 30 tonnes</li><li>- Carcasses de véhicules hors d'usage dépollués : 100</li><li>— véhicules hors d'usage entiers dépollués : 10</li><li>— pneumatiques : 50 m°</li></ul> Les véhicules hors d'usage entiers sont stockés sur des aires étanches. Les véhicules hors d'usage non dépollués sont interdits sur le site. Il est interdit d'entreposer sur ce chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.
<b>Constats :</b> Le site est bien organisé et sectorisé par zone de stockage en fonction du type d'activité Les véhicules hors d'usage entiers sont stockés sur des aires étanches. Absence de véhicules hors d'usage non dépollués sur le site. En 2021, 836 véhicules ont été admis sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, CONSIGNES D'EXPLOITATION
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.
<b>Constats :</b> L'exploitation se faire sous la surveillance directe de plusieurs personnes nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PLAN DES RESEAUX
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : — l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, — les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire.) — les secteurs collectés et les réseaux associés — les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) — les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> Absence de mise à jour du schéma de tous les réseaux et un plan des égouts.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection :  Une mise à jour du plan des réseaux et le tenir à disposition des services de secours (SDIS) et de l'inspection des installations classées, sur site, d'un plan des réseaux à jour, lisible et opérationnel, au format A3 minimum.  en faisant apparaître sur le plan des réseaux : - le dispositif d'isolement du réseau d'eaux pluviales ; - le dispositif d'isolement du réseau d'eaux industrielles ; - le déboureur déshuileur ; - le réseau d'alimentation des eaux d'extinction ; - le repérage des canalisations et dispositifs d'isolement du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2006, article 4.3.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales polluées sont collectées puis envoyées vers un séparateur d'hydrocarbures avant d'être évacuées vers le milieu naturel dans les limites autorisées
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales polluées sont bien collectées puis envoyées vers un séparateur d'hydrocarbures avant d'être évacuées vers le milieu naturel.  Les limites autorisées de rejets sont globalement respectées. En effet le rapport d'essai du 31/05/2021 démontre le respect de l'ensemble des paramètres hormis le PH à 8,7 (norme : 5,5 < PH < 8,5).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2006, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> Les déchets et résidus produits avant leur traitement ou leur élimination sont entreposés dans un hangar étanche pouvant réduire les risques de pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2006, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, RETENTIONS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout récipient fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux où des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 260 litres, la capacité de rétention est au moins égale :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas, 800 L   minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L</li></ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. En est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les récipients mobile(type IBC) sont tous sous rétention de capacité suffisante dans un hangar.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 7.6.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions doivent être prises afin qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, de déversement de produits polluants dans le milieu naturel, Un système (obturateurs,...) doit permettre notamment l'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales et usées de l'établissement par rapport à l'extérieur, afin de contenir tout écoulement accidentel ou l'ensemble des eaux d'extinction d'un éventuel incendie sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance {notamment en cas de dépotage et d'accident) localement et/ou à partir d'un posté de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. L'isolation du site par rapport à l'extérieur devra être effective au plus tard pour août 2007.
<b>Constats :</b> Présence d'un obturateur doit permettant l'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales et usées de l'établissement par rapport à l'extérieur
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 8.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EMBLEMENTS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des aires servant aux activités de stockage, de manutention, de tri et de circulation doit être imperméable et permettre de récupérer toutes les eaux pluviales polluées ou tout écoulement accidentel. Des dispositions doivent être prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation. Des récipients sont prévus pour déposer les liquides, huiles, etc, récupérés. Ces stockages doivent respecter les prescriptions de l'article 7.6.3. L'ensemble des aires de stockage et les voies de circulation devront être étanches au plus tard pour août 2007.
<b>Constats :</b> Une zone en béton dédiée aux activités de stockage (< 800 m <sup>2</sup> ), de manutention, de tri et de circulation est fortement dégradée, (présence de trous, fissures fractures...) n'est plus imperméable et ne permet plus de récupérer toutes les eaux pluviales polluées ou tout écoulement accidentel.
<b>Observations :</b> Des travaux sont prévu concernant la réfection de la dalle de béton. En effet un devis daté au 14/01/2022 pour la démolition de la dalle de béton existante (800m <sup>2</sup> ) terrassement et mise en place d'une nouvelle dalle béton de 20 cm. L'exploitant transmettra à l'inspection un échancier concernant ces travaux et informera l'inspection la date de fin des travaux (pose effective de la nouvelle dalle).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autorisation n° D3/B4/06/155 à exploiter une ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, STOCKAGE DES BATTERIES
<b>Prescription contrôlée :</b> Les batteries doivent être stockées dans des bennes étanches et couvertes en cas de stockage en extérieur. Dans le cas où l'étanchéité des bennes ne pourrait pas être assurée, le stockage doit être mis sous rétention.
<b>Constats :</b> Les batteries doivent être stockées dans une benne étanche positionnée dans un hangar fermé et à l'abri des intempéries.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet